

En Ethiopie, le syndrome d'une Yougoslavie africaine

La guerre et les horreurs du Tigré illustrent les risques d'implosion de ce pays phare, hôte de l'Union africaine et symbole paradoxal de l'unité du continent.

DÉCODAGE

COLETTE BRAECKMAN

La guerre ressemble souvent à une poupée gigogne : lorsque l'armée éthiopienne intervient dans la province du Tigré, le 4 novembre, il ne s'agissait, en principe, que d'une opération destinée à « rétablir la loi et l'ordre » : restaurer l'autorité d'Addis Abeba sur une province où le pouvoir régional, le Front populaire pour la libération du Tigré, avait unilatéralement organisé des élections jugées illégales. Invoquant le covid, les autorités nationales avaient décidé d'ajourner le scrutin initialement prévu au niveau national, mais le Tigré passa outre. Le FPLT avait aussi attaqué le « Northern Command » basé dans la province, c'est-à-dire des unités d'élite de l'armée éthiopienne, mettant la main sur des équipements lourds.

Le 28 novembre, lorsque Makale, la capitale du Tigré, tomba aux mains des forces fédérales, la tragédie ne faisait que commencer. Les dirigeants du FPLT, combattants aguerris et qui ont dirigé le pays durant 30 ans, se retirèrent dans les montagnes. Addis Abeba les qualifiait de « clique » mais ils étaient largement soutenus par une population reconnaissante d'avoir fait reculer la famine et entamé le développement de la province.

151 lieux de massacres

Cinq mois plus tard, en dépit des communiqués de victoire, la reconquête n'est pas terminée. Addis Abeba, après avoir longtemps nié l'évidence, a dû reconnaître que l'armée du pays voisin, l'Érythrée, combattait à ses côtés et que des milices amharas (les Amharas sont originaires de la capitale) leur prêtaient main-forte. Les quelques journalistes autorisés à se rendre sur le terrain et les agences humanitaires, corroborant le récit des 60.000 réfugiés arrivés sur la frontière soudanaise, livrent des témoignages se rejoignant dans l'horreur. Tous décrivent des villages rasés, des populations en fuite et privées de nourriture, des symboles culturels, églises coptes, chapelles anciennes, monuments, systématiquement détruits, de même que des établissements scolaires réputés, comme l'école d'élite Atse Yohannes à Makale, méthodiquement pillée et transformée en camp militaire.

Les humanitaires ont recensé 151 lieux où des massacres ont été perpétrés et assurent que les viols sont systématiques. Tout se passe comme si les assaillants voulaient réduire à néant les infrastructures construites au cours des trois dernières décennies afin de mener à ce qu'Anthony Blinken, le secrétaire d'Etat américain appelle déjà une « purification ethnique ».

En outre, le désastre du Tigré, où des actes de génocide sont commis, fait craindre une désintégration de l'Éthiopie elle-même. Comme si la déflagration dans le nord du pays avait libéré les forces centrifuges de cet Etat multiethnique, jadis unifié sous la contrainte par l'empereur Menelik et son successeur Haïlé Sélassié. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, prix Nobel de la paix en 2019 pour s'être réconcilié avec l'Érythrée, aurait-il joué avec le feu ? Mal mesuré la force et l'implantation de ses anciens alliés tigréens ?

Rappelons que ces derniers, après la défaite du dictateur communiste Mengistu, ont régné sur le pays durant trois



Depuis le début du conflit en novembre, des dizaines de milliers de réfugiés ont fui le Tigré et ont trouvé refuge dans des camps près de la frontière soudanaise. © REUTERS.

décennies sous la poigne de Meles Zenawi, un homme fort, considéré par l'Europe et les États-Unis comme un « nouveau leader africain » et qui mourut en 2012 dans une clinique bruxelloise.

Le pire à venir ?

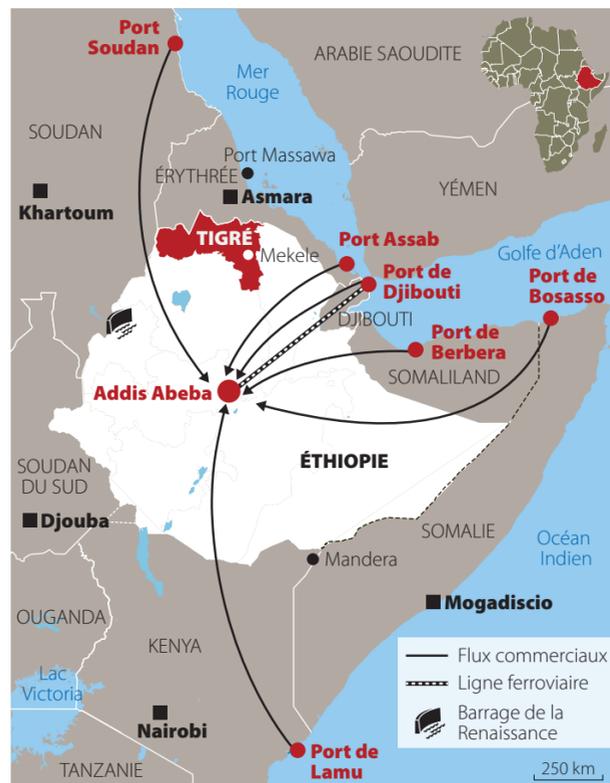
D'origine oromo, un groupe ethnique du sud présent autour de la capitale Addis Abeba historiquement peuplée d'Amharas, Abiy Ahmed, militaire de carrière devenu Premier ministre, a voulu affaiblir la structure multiethnique mise en place après la révolution de 1995, qui entendait encourager l'autonomie régionale. Dans ce but, il a créé sa propre formation, le Parti de la Prospérité, intégrant des idées de liberté individuelle, de démocratie et, plus largement, d'inclusion de l'Éthiopie dans la mondialisation économique. Une mondialisation déjà bien réelle, les investissements chinois ayant fait du pays leur porte d'entrée vers le marché africain.

Le désastre du Tigré, où des actes de génocide sont commis, fait craindre une désintégration de l'Éthiopie elle-même

Ce retour autoritaire à une certaine centralisation pourrait libérer toutes les forces centrifuges de ce pays multiethnique de 100 millions d'habitants, au risque de faire de l'Éthiopie une sorte de Yougoslavie africaine. Spécialiste de la région, René Lefort craint que le pire soit encore à venir : « L'alliance actuelle réunissant les Amharas et les Oromos contre les Tigréens risque de ne pas tenir : les premiers sont centralisateurs, les seconds tiennent à leur autonomie. En fait, je crois que l'on assiste à un phénomène de « décolonisation africaine » : l'Éthiopie avait été unifiée par l'empereur Menelik et aujourd'hui, toutes ces communautés revendiquent leur identité. Un dialogue national inclusif serait indispensable. Mais dans la langue amharique, le terme compromis n'existe pas... »

Le chercheur éthiopien Obang Metho, militant du Mouvement de la solidarité, relève aussi que l'éventuelle implosion de l'Éthiopie ne laisserait pas indifférents des pays comme le Soudan et surtout l'Égypte, qui entendent garder le contrôle des eaux du Nil. Le Caire affirme être prêt à tout pour garder son monopole d'accès à la mer Rouge, maintenant ainsi l'Éthiopie enclavée. La guerre au Tigré a déjà inspiré d'autres pulsions ethniques, dans les régions Somali, Afar, Oromia, Amhara, ce qui, à terme, pourrait désintégrer ce pays phare, hôte de l'Union africaine et symbole paradoxal de l'unité du continent... « Je crains que nous n'ayons pas encore atteint le cœur du cyclone », conclut René Lefort.

Corne de l'Afrique Le jeu dangereux des parrains régionaux



La sous-région de la corne de l'Afrique : une zone interconnectée

ANALYSE

MOURAD IBRAHIM DALIYEH (ST.)

L'enlèvement du conflit dans le Tigré pourrait affaiblir davantage la fragile stabilité de l'Éthiopie. Les pays de la Corne de l'Afrique connectés entre eux par des liens économiques risquent gros par la course effrénée à laquelle les pays du Golfe se livrent dans la région pour installer un nouvel équilibre régional.

À l'image de son aéroport international, l'Éthiopie est une importante porte d'entrée de l'Afrique. Dépourvue de littoral, elle doit pactiser avec ses voisins côtiers pour accéder à la mer afin de nourrir 112 millions de bouches, mais aussi pour échanger des marchandises ; un véritable casse-tête.

L'Éthiopie entretient une forte relation commerciale avec les pays alentour, à commencer par Djibouti, son partenaire séculaire. Ce dernier lui sert de principal accès à la mer, où passent 95 % des importations et exportations éthiopiennes. Dans le Somaliland, le gouvernement détient 19 % du port de Berbera. Le Soudan offre également une des facilités portuaires à Port Soudan, où transitent les exportations éthiopiennes, principalement le café, le

thé, les épices, etc. L'Éthiopie a également retrouvé récemment « son » accès à la mer via le port Assab, situé au sud de l'Érythrée et dont elle avait le contrôle auparavant.

Le président-dictateur érythréen Isayas Afeworki est redevenu soudainement fréquentable, voire un allié incontournable pour le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, mais aussi pour les pays du Golfe, les Émirats Arabes Unis et l'Arabie saoudite.

La guerre au Yémen a incité le Royaume saoudien à multiplier la présence militaire et politique pour tenter d'éliminer l'influence d'un éventail d'ennemis suspectés : les islamistes soutenus par le Qatar et la Turquie, ainsi que l'Iran. Riyad considère que ces menaces proviennent des Houthis au Yémen, estimant qu'ils sont téléguidés par les Iraniens.

Une nouvelle rivalité

Les Émirats, en conflit avec Djibouti, ont de la sorte obtenu une base en Érythrée qui n'est qu'à 40 km de leurs côtes. « La Corée du Nord de l'Afrique » est redevenue le centre névralgique des échanges de la région. La guerre au Yémen y est pour quelque chose, mais pas seulement.

Une nouvelle rivalité se joue aujourd'hui dans la Corne de l'Afrique, qui a longtemps été un terrain de compétition entre grandes puissances. Les pays rivaux du Golfe (EAU, Arabie Saoudite, Égypte d'un côté, Qatar, Iran et Turquie de l'autre) se livrent à une concurrence rude dans la région pour des raisons politiques, économiques et idéologiques.

Ces deux axes cherchent des alliés auprès des pays de la Corne de l'Afrique et multiplient des alliances, souvent jugées asymétriques. Ils exportent leurs rivalités au sein du Golfe, obligeant ces alliés à prendre part à l'une des rivalités dans lesquelles ils sont impliqués en promettant en contrepartie aides et financements, pour mieux écarter leurs ennemis. Pire, ils peuvent demander à leurs alliés locaux de supprimer des forces politiques nationales qui soutiennent les « ennemis extérieurs ».

Ce jeu dangereux est susceptible d'engendrer de nouveaux conflits. En 2016, Soudan, Somalie et Djibouti ont rompu unilatéralement leurs relations diplomatiques avec l'Iran lorsque des manifestations ont eu lieu devant l'ambassade saoudienne à Téhéran.

L'implication de ces nouveaux acteurs dans la région a toutefois redessiné la géopolitique de la Corne et une nouvelle dynamique interétatique est apparue : les relations diplomatiques entre Éthiopie et Érythrée, Érythrée et Somalie et entre Somalie et Éthiopie se sont normalisées.